



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 15ème législature

### Dysfonctionnements en Seine-Saint-Denis

Question écrite n° 43327

#### Texte de la question

Mme Sabine Rubin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sur les graves dysfonctionnements dont souffre le département de la Seine-Saint-Denis, notamment en raison d'une insuffisance chronique de ses effectifs d'encadrement, ainsi que des fortes difficultés à pourvoir suffisamment les heures de remplacement au sein des établissements scolaires. Suite au rapport parlementaire Kokuendo et Cornut-Gentile, M. le ministre n'ignore pas les fortes inégalités de son département en matière d'accès à une éducation publique de qualité : en moyenne, chaque élève perd ainsi une année sur l'ensemble de sa scolarité et ce du fait du non-remplacement des professeurs absents. Force est de constater que depuis son précédent courrier, envoyé dès janvier 2021 pour lui faire part de ces problèmes, le phénomène persiste et ne cesse d'inquiéter la communauté éducative : ainsi, la campagne « En avant », initiée par la FCPE de Seine-Saint-Denis en décembre 2021, recense d'ores et déjà près de 24 pétitions portant sur de graves dysfonctionnements frappant de nombreux collèges, écoles élémentaires ou lycées du département. À Villepinte, Montreuil, Pantin, Montfermeil, Villemomble, Le Raincy, Saint-Denis, St-Ouen, Drancy, Épinay-sur-Seine, Aulnay-sous-Bois, pour n'en citer que quelques-uns, il n'est guère d'établissements qui ne soient épargnés par ce fléau. Pour sa seule circonscription, elle a notamment pu relever : au lycée Paul-Robert des Lilas, près de 70 h d'anglais perdues en LV1 et dans la même commune, le non-remplacement de professeurs pour les classes de CPB et de CM2B pour l'école maternelle Romain-Rolland, au collège Jean-Jacques-Rousseau, au Pré-St-Gervais, le non-remplacement d'une professeure d'espagnole, actuellement en congé maternité, poste laissé vacant depuis plus de 10 semaines, au lycée Théodore-Monod, à Noisy-le-Sec, on déplore encore le manque de deux enseignants d'espagnol, ainsi que pour le collège Héritier, on constate une hausse de près de 25 % des absences depuis la rentrée 2021, au collège Marie-Curie de Bondy, où en mars 2021, on pouvait regretter le non remplacement d'heures de mathématique, près de 20 heures cumulées. Cette campagne de la FCPE s'est d'ailleurs doublée d'une lettre ouverte directement adressée à son ministère, signée par 132 conseils locaux, mentionnant l'insuffisance de TZR ainsi que le recrutement dans l'urgence de 400 contractuels depuis septembre 2021, témoignant de l'ampleur et de l'enjeu du problème sur le territoire. Il est d'ailleurs à regretter que cette absence chronique n'ait malheureusement pu être palliée que par la mobilisation exceptionnelle d'animateurs municipaux, un dispositif qui ne saurait être pérennisé et pour lequel elle avait pu l'alerter en juin 2021 par le biais d'une lettre transpartisane, cosignée par de nombreux élus locaux et nationaux de Seine-Saint-Denis, toutes tendances politiques confondues. Les collectivités ne peuvent à elles seules faire face à ces difficultés et il semblerait pertinent d'élargir de 10 à 15 % le contingent de professeurs remplaçants, voire 20 % en période de pandémie, lorsque l'on sait qu'au sein de l'académie de Créteil, nombreux sont ceux qui sont de prime abord affectés à des missions de longue durée, réduisant d'autant les marges de manœuvre des établissements. Pourtant, recruter davantage est une nécessité et une priorité, alors que l'actuelle reprise épidémique risque fort de bousculer la rentrée 2022 et qu'il est à craindre que de nouvelles absences maladies viennent encore mettre un peu plus sous tension les équipes pédagogiques. À cela s'ajoute encore l'excessive difficulté à recruter un nombre suffisant d'AESH, correspondant à l'explosion du nombre de notifications de la MDPH relatives aux élèves en situation de handicap : suite à son invitation d'octobre 2021 de signaler d'éventuels manquements dans les différentes circonscriptions, elle a bien pris soin de lui relayer par courriel et par courrier les manquements constatés dans les communes de Romainville, des Lilas et du Pré-St-Gervais. Certes, il est des postes qui ont

été ouverts : mais à l'instar de la médecine scolaire, la faible attractivité du métier, l'absence de statut et d'une valorisation afférente complique d'autant les campagnes de recrutement. Hélas, elle ne peut que déplorer que cette missive soit pour l'heure restée sans réponse conséquente de sa part. Ainsi, à l'aune de ces différents éléments, elle souhaite savoir quels sont les moyens humains et financiers que son ministère souhaite mettre à la disposition du département de la Seine-Saint-Denis pour la rentrée de janvier 2022.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Sabine Rubin](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (9<sup>e</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 43327

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** [Éducation nationale, jeunesse et sports](#)

**Ministère attributaire :** [Éducation nationale et jeunesse](#)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [28 décembre 2021](#), page 9081

**Question retirée le :** 21 juin 2022 (Fin de mandat)